

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
Cellule Contrôles technique et Environnement sud

A Perpignan, le 07/02/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/01/2022

Installation n° 66.1523

Contexte et constats

Publié sur



COLAS FRANCE

14 Avenue de la côte Vermeille ZA

66300 THUIR

Références : 2022-023-PR/EX

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/01/2022 dans l'établissement COLAS MIDI MED THUIR implanté 14 Ave de la côte Vermeille ZA 66300 THUIR. L'inspection a été annoncée le 24/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a pour objet de vérifier par sondage les prescriptions applicables à l'installation.

Le référentiel d'inspection utilisé est :

- AP du 14/11/2018
- AM du 02/02/1998 relatifs aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des ICPE
- AM du 4/10/2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des ICPE autorisée.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COLAS FRANCE
- 14 Avenue de la côte vermeille ZA 66300 THUIR
- Code AIOT dans GUN : 0006601523
- Régime : Autorisation

Cette installation a été autorisée initialement par arrêté préfectoral du 24 novembre 1976. L'acte administratif de référence est l'arrêté préfectoral complémentaire n°PREF/DCL/BCLUE/2018318-0001 du 14/11/2018.

Le site est occupé par :

- les bureaux de l'agence COLAS
- un atelier pour l'entretien courant des engins de chantier
- une installation de stockage et de distribution de carburant pour la consommation des engins de chantiers
- le laboratoire routier COLAS
- l'usine d'émulsion.

Seule l'usine d'émulsion est soumise à autorisation. Cette activité étant disjointe et déconnectée du reste du site. Le périmètre de l'installation autorisée est limité à cette usine et aux installations déclarées connexes. L'installation de stockage et distribution de carburant a par contre été prise en compte dans le tableau des activités ICPE (APC du 14/11/2018).

Les activités de l'usine soumise à autorisation et à déclarations et reprises dans l'AP du 14/11/2018 sont les suivantes :

Rubrique	Désignation de l'activité	Caractéristiques de l'installation	Régime actuel
4801-1	Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 500 t	Quantité susceptible d'être présente dans l'installation : - <u>Bitumes</u> : 330 m ³ (363 t) ; - <u>Émulsion</u> : 500 m ³ (500 t) 8 TOTAL = 863 t (830 m ³)	Autorisation
2915.2	Procédés de chauffage utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles. Lorsque la température d'utilisation est inférieure au point éclair des fluides, si la quantité totale de fluide présente dans l'installation (mesure à 25°C) est supérieur à 250l.	Fluide caloporteur : - PE>200°C(205°C analysé) - T° utilisation : 150 à 200°C - Quantité présente : 5 000l	Déclaration
4510-2	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t	Quantité maximale : 50 t	Déclaration
1435-2	Stations-service Le volume annuel de carburant liquide distribué étant supérieur à 100 m ³ d'essence ou 500 m ³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m ³	Volume annuel de GO et GNR distribué = 650 m ³	Déclaration

Cette installation comprend également un ouvrage de prélèvement d'eau relevant de la rubrique IOTA suivante :

Rubrique	Désignation de l'activité	Caractéristiques de l'installation	Régime actuel
1.3.1.0	Ouvrages, installations, travaux permettant un prélèvement total d'eau dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont prévu l'abaissement des seuils Capacité supérieure ou égale à 8 m ³ /h ;	Forage de 70 m captant la nappe du quaternaire. Capacités autorisées : < 11000 m ³ /an < 40 m ³ /h (maxi horaire) < 8 m ³ /h (moyenne journalière sur 8h)	Autorisation

L'usine a produit 14122 tonnes d'émulsion en 2020, 15400 tonnes en 2021. La capacité de production maximale de l'installation est de 30 t/h.

Le personnel est composé du chef d'usine et de deux autres employés.

Les matières entrantes ont été en 2020 et 2021 les suivantes :

- bitume 8655 t (2020), 9150 t (2021), essentiellement en provenance d'Espagne
- fluxuants 486 t (2020), 450 t (2021)
- émulsifiants 95 t (2020), 90 t (2021)
- adjuvants 98t (2020), 99 t (2021)
- 6140 m³ d'eau (2020), 6910 m³ (2021)

La station service a délivré, en 2021, 638 m³ de GO + GNR.

Suivi de l'activité :

- rapport annuel de l'exploitant 2020 du 20/04/2021 (Analyse eau CAMP du 5/12/2019 et mesures bruit APAVE 07/05/2019)
- audit AGEOX de l'AP 2018 réalisé le 9 avril 2019

Description technique de l'installation :

L'usine assure la fabrication d'émulsions de bitume destinées aux travaux routiers.

L'installation comprend 5 cuves de bitumes pouvant recevoir 363 t, réchauffées en permanence pour maintenir le bitume à une température entre 130 et 150°C (chaudière au gaz).

Différentes cuves stockent l'acide chlorhydrique (x1), l'émulsifiant (x3), l'eau (x1) et l'additif (x1) rentrant dans la composition des émulsions.

Les émulsions produites sont stockées dans 10 cuves dont 5 maintiennent l'émulsion à une température d'environ 65°C (chauffage électrique).

L'installation a évolué en 2019 par l'adjonction d'un dispositif de traitement des émissions d'odeurs sur les événements des cuves de bitume et l'installation d'un récupérateur de chaleur sur les émulsions en sortie de production permettant de chauffer l'eau de process.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- la situation administrative
- la protection des ressources en eaux
- la prévention des pollutions atmosphériques
- la prévention des risques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Correction à apporter
Désenfumage	AP Complémentaire du 14/11/2018, article 8.2.3	mise en conformité des dispositifs de désenfumage
Conditions de rejet aqueux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	faciliter les prélèvements d'eau pour analyses
Rendement chaudière	Code de l'environnement du 02/01/2022, article R224-28	fournir le rapport de contrôle trimestriel complet comprenant le rendement/
Prélèvement d'eau	AP Complémentaire du 14/11/2018, article 10.2.1	préciser la consommation en fonction des principaux usages
Lutte contre incendie	AP Complémentaire du 14/11/2018, article 8.2.12	justifier des moyens conforme au risque à défendre et aux dispositions de l'article 8.2.12

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
Rubriques ICPE	AP Complémentaire du 14/11/2018, article 1.2.1
Rubrique IOTA	AP Complémentaire du 14/11/2018, article 1.2.2
Local chaufferie	AP Complémentaire du 14/11/2018, article 8.2.9
Protection contre la foudre	AP Complémentaire du 14/11/2018, article 8.2.14
Odeurs	AP Complémentaire du 14/11/2018, article 3.1.3
Plan des réseaux	AP Complémentaire du 14/11/2018, article 4.2.2
Conditions de rejet aqueux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
Autosurveillance effluents VLE	AP Complémentaire du 14/11/2018, article 4.3.2

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
Autosurveillance dépassement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV
Livert chaudière	Code de l'environnement du 02/01/2022, article R224-29
Efficacité chaudière	Code de l'environnement du 02/01/2022, article R224-35

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant le résultat de la visite, il a été relevé :

- aucun fait non-conforme nécessitant des suites,
- 5 faits susceptibles de suites.

Les faits susceptibles de suites qui n'engagent pas la sécurité et qui ne présentent pas un risque important pour la protection de l'environnement et qui peuvent être mis en conformité rapidement, conduisent l'inspection à proposer d'accorder à l'exploitant pour apporter la démonstration de sa conformité aux prescriptions.

2-4) Fiches de constats

2-4-1. Constats susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives

Nom du point de contrôle : Désenfumage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/11/2018, article 8.2.3
Prescription contrôlée : Les bâtiments abritant les installations sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur, conformes aux normes en vigueur, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs sont à commandes automatique et manuelle. Leur surface utile d'ouverture n'est pas inférieure à : <ul style="list-style-type: none">• 2 % si la superficie à désenfumer est inférieure à 1 600 m² ;• à déterminer selon la nature des risques si la superficie à désenfumer est supérieure à 1 600 m² sans pouvoir être inférieure à 2 % de la superficie des locaux. En exploitation normale, le réarmement (fermeture) doit être possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage ou la cellule à désenfumer dans le cas de local divisé en plusieurs cantons ou cellules. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès et accessibles au service d'incendie et de secours.
Constats : L'entreprise HDPI a dimensionné et installé trois dispositifs d'évacuation naturelle des fumées et de chaleur le 7 décembre 2020 : <ul style="list-style-type: none">- Deux sont installés dans la partie principale du bâtiment de l'usine au niveau de la porte principale d'entrée avec une commande disposant de deux possibilités de déclenchement manuel, un par rupture de cartouche de gaz , un par air comprimé dispensé par l'usine.- Un est installé dans la chaufferie à proximité immédiate de la porte extérieure d'accès à la chaufferie, avec une seule commande manuelle par rupture de cartouche de gaz. Aucun des dispositifs n'est à déclenchement automatique.
Ecart à corriger par l'exploitant : L'exploitant doit justifier la conformité des dispositifs de désenfumage par rapport à l'article 8.2.3 (commande manuelle et automatique / surface / positionnement)
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Réponse de l'exploitant :

Nom du point de contrôle : Conditions de rejet aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Prescription contrôlée : Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant indique qu'il réalise les prélèvements dans les deux derniers regards situés en limite de l'emprise de l'usine avant rejet dans le réseau public. L'exploitant explique que l'opérateur descend dans les regards (environ 2m de profondeur) à l'aide d'une échelle externe, pour effectuer le prélèvement. Les deux points de prélèvement ne sont pas aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. <u>Ecart à corriger par l'exploitant :</u> L'exploitant doit justifier de points de prélèvement facilement accessible ou un dispositif permettant notamment à un intervenant extérieur une intervention en toute sécurité.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Réponse de l'exploitant :

Nom du point de contrôle : Rendement chaudière

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/01/2022, article R224-28

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu de calculer au moment de chaque remise en marche de la chaudière, et au moins tous les trois mois pendant la période de fonctionnement, le rendement caractéristique de la chaudière dont il a la charge.

En outre, il doit vérifier les autres éléments permettant d'améliorer l'efficacité énergétique de celle-ci.

Constats : L'installation dispose d'une chaudière de 930KW pour maintenir les cuves de bitume entre 130°C et 150°C.

L'exploitant indique les difficultés du respect de la périodicité de contrôle en 2020 du fait de l'épidémie de COVID.

4 contrôles du rendement caractéristique de la chaudière ont été réalisés le 20/11/2020, 23/02/2021, 15/07/2021 et 16/11/2021 par la société WEISHAUP.

Les deux rapports du 20/11/2020 et du 17/07/2021 présentés à l'inspection ne comprennent pas les informations sur le rendement, les deux autres rapports indiquent un rendement caractéristique conforme.

Ecart à corriger par l'exploitant :

L'exploitant doit présenter les rendements pour les visites du 20/11/2020 et 17/07/2021.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Réponse de l'exploitant :

Nom du point de contrôle : Prélèvement d'eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/11/2018, article 10.2.1
Prescription contrôlée : Les dispositifs de mesure totalisateurs de l'installation de prélèvement d'eau et les compteurs divisionnaires sont relevés mensuellement. Les résultats sont portés sur un registre et dans le rapport environnement annuel avec des courbes permettant de suivre l'évolution de la consommation en fonction des principaux usages.
Constats : Conformément à l'article 10.2.1 de l'APC de 2018, l'exploitant a présenté à l'inspection le registre des relevés mensuels des prélèvements d'eau. L'exploitant explique que l'essentiel de la consommation est destiné à la production d'émulsion. Une faible quantité est prélevée par l'agence travaux COLAS pour ces chantiers. L'exploitant justifie des volumes prélevés mais ne présente pas les données relatives aux diverses consommations selon les usages.
Ecart à corriger par l'exploitant : L'exploitant doit porter sur le registre et dans le rapport environnement annuel la consommation en fonction des principaux usages (production de l'usine, eau prélevé pour les chantiers...)
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Réponse de l'exploitant :

Nom du point de contrôle : Lutte contre incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/11/2018, article 8.2.12

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :...

- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 200 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils.

Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours).

A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m³/h.

- d'une réserve d'eau incendie de 40 mètres cubes équipée de prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m³/h ;

- d'une réserve d'émulseur adaptée aux produits présents sur le site, d'au minimum 1000 litres, dont la qualité, le conditionnement, l'accessibilité et la position sur le site a recueilli l'accord des services d'incendie et de secours ;...

L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage...

Constats : L'arrêté préfectoral définit le volume d'eau d'extinction et d'émulseur nécessaire à la défense incendie comme suit :

- 160 m³ d'eau (poteau incendie d'un débit de 60 m³ sur 2 heures + réserve de 40m³)
- 1000 litres d'émulseur.

Deux poteaux incendie sont présents à moins de 200 m de l'installation. Le contrôle du débit réalisé par le SAUR, le 03/12/2015, conclue à des débits de :

- 57m³/h pour un poteau et 58m³/h pour l'autre (fonctionnement non simultané).
- 100 m³/h sur les 2 poteaux en simultané.

L'exploitant, sur la base d'un premier avis du SDIS du 2 août 2015, a proposé au SDIS une défense incendie basée sur :

- un poteau incendie délivrant 58m³/ 2 heure
- une bâche à eau sur site de 30 m³
- la cuve de 40 m³ (destiné également à la production d'émulsions)
- la production du forage de 35m³ sur deux heures.

Ce dispositif a été validé par Paul TABA (SDIS) par courriel du 16 mars 2016 (présenté à l'inspection), considérant un volume d'eau disponible supérieur à 120 m³/h sur deux heures.

Effectivité des réserves :

L'inspection constate la présence de ces diverses sources d'approvisionnement en eau d'extinction et en émulseur.

L'inspection indique que la réserve de 40 m³ utilisée pour l'exploitation du site ne peut pas être considérée comme une réserve incendie, d'autant que l'exploitant ne peut s'assurer à tout moment de son remplissage.

D'après ces éléments le site dispose sur 2 heures d'une réserve de 230 m³ d'eau (2 poteaux : 100 m³ x 2 + bâche incendie de 30 m³).

L'exploitant indique également que le forage est sécurisé par une alimentation électrique spécifique et distincte de l'ensemble de l'usine sécurisant le fonctionnement du forage.

Il ressort que le volume d'eau disponible est supérieur au volume prescrit mais les moyens ne correspondent pas à ceux décrits à l'article 8.2.12.

Ecart à corriger par l'exploitant :

L'exploitant doit justifier des débits des poteaux sur la base d'une mesure des débits plus récentes.

L'exploitant doit justifier des moyens incendie présent sur le site conforme :

- au risque à défendre ;
- aux dispositions de l'article 8.2.12.

Il appartient le cas échéant à l'exploitant de demander une adaptation de la prescription de l'article 8.2.12 sur la base d'un nouvel avis du SDIS.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Réponse de l'exploitant :

2-4-2. Constats ne faisant pas l'objet de propositions de suites administratives

Nom du point de contrôle : Rubriques ICPE

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/11/2018, article 1.2.1
Prescription contrôlée : RUBRIQUES 4801-1 Houille, coke, lignite, charbon de bois, goudron, asphalte, brais et matières bitumineuses. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 500 t Quantité susceptible d'être présente dans l'installation : - Bitumes : 330 m3 (363 t) ; - Émulsion : 500 m3 (500 t) • TOTAL = 863 t (830 m3) Régime de l'Autorisation 2915.2 Procédés de chauffage utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles. Lorsque la température d'utilisation est inférieure au point éclair des fluides, si la quantité totale de fluide présente dans l'installation (mesure à 25°C) est supérieur à 250l. Fluide caloporteur : - PE>200°C(205°C analysé) - T° utilisation : 150 à 200°C - Quantité présente : 5 000l régime de la Déclaration 4510-2 -Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t Quantité maximale : 50 t régime de la Déclaration 1435-2 Stations-service Le volume annuel de carburant liquide distribué étant supérieur à 100 m ³ d'essence ou 500 m ³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m ³ Volume annuel de GO et GNR distribué = 650 m3 Régime de la Déclaration
Constats : Les activités, productions et les rubriques ICPE n'ont pas évoluées. La situation administrative est conforme à la réalité des activités de l'installation autorisée.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Rubrique IOTA

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/11/2018, article 1.2.2
Prescription contrôlée : Rubrique 1.3.1.0 : Ouvrages, installations, travaux permettant un prélèvement total d'eau dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont prévu l'abaissement des seuils d'une capacité supérieure ou égale à 8 m ³ /h ; Caractéristiques de l'installation : Forage de 70 m captant la nappe du quaternaire. Capacités autorisées : < 11000 m ³ /an < 40 m ³ /h (maxi horaire) < 8 m ³ /h (moyenne journalière sur 8h) Régime de l'Autorisation
Constats : Les prélèvements annuels constatés sont conformes à la rubrique IOTA autorisée. (6140 m ³ en 2020 et 6910 m ³ en 2021). Prélèvement conforme à l'autorisation.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Local chaufferie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/11/2018, article 8.2.9
Prescription contrôlée : ...A l'extérieur de la chaufferie sont installés : • une vanne sur la canalisation d'alimentation des brûleurs permettant d'arrêter l'écoulement du combustible ;...
Constats : Une porte coupe feu (bordereau de livraison MINZ Fire Doors) a été installée le 16/12/2019. L'audit AGEIX 2019, relatif au recatement de l'arrêté préfectoral d'autorisation, précise l'absence de vanne de coupure gaz extérieure. L'inspection constate la présence d'une vanne de coupure gaz à l'extérieur de la chaufferie (l'exploitant précise que celle-ci a toujours été présente.) L'installation est conforme pour ces deux points contrôlés.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/11/2018, article 8.2.14
Prescription contrôlée : Conformément à l'article 22 de l'arrêté ministériel du 04/10/10 l'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications des dispositifs de protection contre la foudre.
Constats : Une nouvelle analyse du risque foudre SOCOTEC en date du 24/03/2021 (la dernière datait de 2013) conclue à l'absence de nécessiter de protéger la structure du site contre la foudre. L'exploitant a décidé de continuer la maintenance de ses deux installations parafoudre. Les deux dernières visites de l'APAVE en date du 18/06/2020 et 18/02/2021 sont des vérifications visuelles et complètes au sens de l'article 21 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 qui concluent à la conformité des installations. La visite de l'inspection sur site a montré l'absence de fonctionnement du compteur numérique d'impact relatif du parafoudre sur mât, situé entre l'usine et le stockage des émulsions. L'exploitant au regard de l'étude d'analyse du risque n'a plus la nécessité de protéger ses structures du risque foudre. L'exploitant indique vouloir conserver les protections existantes et va procéder au remplacement du compteur d'impact défectueux.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Odeurs

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/11/2018, article 3.1.3
Prescription contrôlée : Les événements des cuves de bitumes sont reliés à une unité de traitement des gaz et odeurs.
Constats : Une unité de traitements des gaz et odeurs issus des événements des 5 cuves de bitume est installée depuis 2019. Le prestataire CLAUGER, lié par contrat à COLAS FRANCE, a assuré l'installation, et assure la maintenance et le suivi des données suivies en continu. Le principe est le refroidissement des gaz, leur aspersion avec de l'eau et in fine leur filtrage à l'aide de charbon actif. L'exploitant indique l'importante de la réduction de l'empreinte olfactive de l'usine suite à l'installation du dispositif. Le charbon actif est changé périodiquement (dernier changement : bordereau d'évacuation du charbon actif usagé le 29/05/2020 par la société CHIMIREC). Les gaz et odeurs des événements des cuves de bitume sont traités. Pars d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Plan des réseaux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/11/2018, article 4.2.2
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none">• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,• les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)• les secteurs collectés et les réseaux associés• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)• les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
Constats : Le plan a jour présenté date du 22/11/2018. Il précise : <ul style="list-style-type: none">- les alimentations d'eau (forage et AEP),- le disconnecteur sur l'eau de ville (contrôlé tous les ans – dernier contrôle MADIS du 11/02/2021 conclue au fonctionnement du dispositif). La disconnexion du réseau d'eau du forage est assurée par surverse dans la cuve de stockage,- les eaux de ruissellement et de pluie de la plateforme qui sont collectés et dirigés vers deux séparateurs à hydrocarbures précédés d'un débourbeur pour l'aire de la station service, puis sont rejetés dans un réseau public (l'exploitant présente les bordereaux de déchets du 26/02/2019, 08/01/2021 et 16/06/2021 suites au nettoyage de ces équipements par SUEZ),- les obturateurs disposés sur les eux exutoires pour stopper les rejets aqueux à l'extérieur du site en cas de besoin,- le bassin de 240 m³ destiné à recueillir les eaux d'extinction dans le cas d'un incendie,- les deux points de rejets Le plan est conforme aux installations inspectées et dans sa forme.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Conditions de rejet aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
Prescription contrôlée : Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Les dispositifs de rejet des eaux résiduelles sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.
Constats : L'inspection ne constate visuellement aucun dépôt particulier sur les deux points de rejets (cunettes de regard en béton armé). Aucune anomalie constatée.
Type de suites proposées : Sans suite

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/11/2018, article 4.3.2</p> <p>Prescription contrôlée : Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires font l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents : Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau de collecte aboutissant à une station de traitement des eaux usées : <ul style="list-style-type: none"> • pH 5,5-8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ; • température < 30 °C. Les effluents rejetés sont également exempts : <ul style="list-style-type: none"> • de matières flottantes ; • de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ; • de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages. Dans le cas de rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau de collecte n'aboutissant pas à une station de traitement des eaux usées : <ul style="list-style-type: none"> • matières en suspension : la concentration ne dépasse pas 100 mg/l si le flux journalier n'excède pas 15 kg/j, 35 mg/l au-delà ; • DCO : la concentration ne dépasse pas 300 mg/l si le flux journalier n'excède pas 100 kg/j, 125 mg/l au-delà ; • DBO5 : la concentration ne dépasse pas 100 mg/l si le flux journalier n'excède pas 30 kg/j, 30 mg/l au-delà ; • azote global : la concentration ne dépasse pas 30 mg/l si le flux journalier maximal est égal ou supérieur à 50 kg/jour ; • phosphore total : la concentration ne doit pas dépasser 10 mg/l si le flux journalier maximal est égal ou supérieur à 15 kg/jour ; • Hydrocarbure : 10 mg/l. Dans tous les cas, les rejets sont compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des masses d'eau. Les valeurs limites des alinéas ci-dessus sont respectées en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne dépasse le double des valeurs limites de concentration.</p> <p>article 10.2.2 (AP de 2018) ...Une mesure des concentrations des différents polluants visés au à l'article 4.3.2 est effectuée au moins tous les 3 ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement.</p> <p>Constats : L'exploitant a fait réaliser l'analyse de la qualité de l'eau rejetée le 05/12/2019 par le CAMP (Perpignan). Les paramètres mesurés (MES, DCO, DBO5, azote global, phosphore total, hydrocarbure) sont inférieurs aux valeurs limites réglementaires. Les prélèvements du 17/01/2022 ont été transmis pour analyse (attente des résultats). La périodicité de 3 ans prévue à l'article 10.2.2 de l'arrêté préfectoral de 2018 est respectée.</p> <p>La périodicité et valeurs mesurées sont conformes.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

Nom du point de contrôle : Autosurveillance dépassement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV
Prescription contrôlée : Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Les valeurs de la qualité des eaux rejetées mesurées en 2019 et présentées à l'inspection, ne dépassent pas les valeurs définies par l'arrêté préfectoral de 2018. En conséquence, l'absence de dépassement n'a pas nécessité de commentaires ou de mesures correctives.
Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Livret chaudière

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/01/2022, article R224-29
Prescription contrôlée : Pour toute chaudière ou ensemble de chaudières définies à l'article R. 224-21, l'exploitant tient à jour un livret de chaufferie qui contient les renseignements prévus à l'article R. 224-28.
Constats : L'exploitant tient à jour et a présenté à l'inspection Le Livret de chaufferie contenant les éléments prévus à l'article R. 224-28 du CE.
Pas d'écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

Nom du point de contrôle : Efficacité chaudière

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/01/2022, article R224-35
Prescription contrôlée : La période entre deux contrôles ne doit pas excéder deux ans pour les chaudières dont la puissance nominale est supérieure ou égale à 5 MW, et trois ans pour les autres. Les chaudières neuves font l'objet d'un premier contrôle périodique dans un délai de deux ans à compter de leur installation pour les chaudières dont la puissance nominale est supérieure à 5 MW, et dans un délai de trois ans pour les autres.
Constats : L'exploitant a fait réaliser le contrôle périodique prévu à l'article R224-31. Les rapports APAVE du 25/04/2019 et 21/04/2021 concluent à la conformité de l'efficacité énergétique de la chaudière. La périodicité réglementaire est respectée.
Aucun écart constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

ANNEXE 1 – Planche photographique



Dispositif de désenfumage



Commande manuelle des dispositifs de désenfumage (usine) - cartouche de gaz et air comprimé



Commande manuelle du dispositif de désenfumage (chaufferie) - cartouche de gaz



Installations de la fabrication d'émulsion



Porte coupe-feu (entre chaufferie et local de fabrication



Vanne extérieure, coupure du gaz de la chaudière



Parafoudre 1, sur cheminée



Parafoudre 2, sur mât (compteur d'impact défectueux)



Bâche à eau (30m3)



Compteur sur forage d'eau



Rétention des eaux d'extinction incendie



Point de prélèvement pour analyse de la qualité de l'eau (accès difficile, profondeur environ 2m)



Produits émulseurs, 1 fût périmé et 1 fût à identifier clairement pour les pompiers (localisation, signalitique)



Unité de traitement des gaz et odeurs provenant des événements des cuves de bitumes



Détecteur de fuite de cuve aérienne de 50 m³ de la station service (contrôlé le 01/03/2019 par société OSIS)